

La planification urbaine au XXIe siècle

SOMMAIRE

Introduction	1
I. Généalogie et nature des rapports de rente.....	3
A. Le rapport social de rente	3
B. La production de la pseudo-marchandise "terre" (Cf. Polanyi)	4
C. Les variations quantitative des rentes différentielles : découplage entre l'espace naturel et l'espace économique.....	6
II. Historicisation du temps et de l'espace capitalistes et de la fétichisation des représentations ..	7
A. Historicisation du temps.....	7
B. Historicisation de l'espace politique.....	7
C. Historicisation du fétichisme : la dématérialisation du fétichisme de la marchandise ou le "fétichisme sans fétiche"	9
III. La dématérialisation de la production politique de l'espace.....	10
A. Dématérialisation des rentes foncières généralisées	10
B. Nouvelles formes de la fétichisation et métamorphoses de la planification urbaine	12
C. Comment vont s'articuler les rentes matérielles et les rentes virtuelles?	14
Conclusion.....	15

Introduction

Je m'inspire des théories de Walter Benjamin en appliquant son procédé de la caméra obscura suivant lequel notre microcosme est isomorphe à notre macrocosme, désormais "l'empire-monde-archipel". Cet "escamotage" de toute matérialité pour la médiation se traduit non seulement par de nouvelles formes de crise, des bulles spéculatives qui gonflent et explosent, qu'elles soient dans les nouvelles technologies ou dans l'immobilier, mais également en régime de croisière, -- à supposer qu'il puisse s'en établir un --, par une création monétaire qui est dans un facteur de l'ordre de 1 à 100 par rapport aux besoins de monnaie

pour les transactions réelles commerciales courantes. D'où un "équivalent-stock" de monnaie thésaurisée colossal qui cherche des valeurs refuges.

D'où un retour de balancier historique vers une économie de rentiers près de trois quarts de siècle après leur quasi-disparition. Keynes avait un peu prématurément pensé que l'État-providence allait fatalement les euthanasier.

Selon les travaux de Thomas Picketty sur les revenus des 30 000 foyers les plus riches en France sur une période d'un siècle on verrait se reconstituer à partir des années 80 une classe de "rentiers" richissimes, ces oisifs qui avaient disparu avec la guerre de 14-18 et dont les revenus seraient en moyenne de l'ordre de 1 à 500 par rapport au SMIC. Les mécanismes de cet "enrichissement sans cause", -- en dormant comme disait François Mitterrand --, sont bien connus : stock options, frais de fonction etc..

La cartographie de cette nouvelle rente généralisée (rente foncière, rente d'innovation technologique, rente de monopole sur la brevetabilité du vivant et de la cervelle etc.) épouse la topologie de l'empire-monde-archipel.

Il y a donc une résurrection de la rente au sens le plus ordinaire du mot, évidente lorsqu'on voit la spéculation immobilière, notamment dans les grandes villes comme Paris. Mais en même temps que ce retour massivement quantitatif de la rente on voit qu'il existe une métamorphose qualitative des rapports sociaux qui consolident les privilèges des néo-rentiers.

Mais en même temps la pseudo-marchandise Terre ne peut pas être produite spontanément par le marché. Il faut donc piler une production politique de cette pseudo-marchandise. C'est ce qu'on appelait autrefois la planification. Et on comprend bien, pour filer la métaphore de Marx, qu'il faut bien une coordination dans un couple pour que sa danse reste harmonieuse. De la même manière il faut qu'il y ait une planification des rapports entre les différentes catégories de propriétaires.

Pour interpréter cette métamorphose qualitative je me sers donc de la méthode que Walter Benjamin a utilisée pour comprendre la morphologie de l'urbanisme de Paris au 19e siècle.

Pour résumer mon propos, je reprendrai la célèbre allégorie de Marx dans le chapitre intitulé la "formule trinitaire du capital" à la fin du Capital : Monsieur le Capital entraîne Madame la Terre dans un "ballet fantastique".

Madame la Terre est l'allégorie de la propriété foncière, c'est-à-dire le troisième rapport de distribution, le rapport social de rente.

Je transpose cette allégorie du 19e siècle au XXIe siècle en jouant sur le double sens, en français, du mot Terre dont le "t" majuscule peut aussi bien désigner l'allégorie de la propriété foncière que l'allégorie de la planète Terre, c'est-à-dire à notre époque, l'allégorie de la "mondialisation libérale" : "le Monde n'est pas une marchandise"... Ce jeu de mot est d'autant plus légitime que le "ballet fantastique", suggéré par Marx concerne également le vaisseau spatial de la planète Terre désormais.

Ma transposition consiste simplement à postuler que désormais la partenaire de Monsieur le Capital dans son ballet fantastique, Madame la planète Terre, n'est plus terrestre mais virtuelle. Tel le filet de Hagen de

La planification urbaine au XXIe siècle

l'anneau des Nibelungen la "toile" "délocalise" la mondialisation libérale, "déterritorialise Madame la Terre".

Mais en stylisant ainsi mon propos je le caricature. En effet le découplage entre le monde des représentations fétichisées et les corps réels ne peut pas être total.

Comment cette tendance à la déterritorialisation de la Terre qui n'est qu'un avatar de la dématérialisation de la monnaie capitaliste imprime en retour son sceau spécifique sur l'organisation territoriale des mégapoles du XXI^e siècle ?. Telle est ma question, "constructiviste", de savoir quels sont désormais nos schèmes a priori de construction de nos espaces urbains.

I. Généalogie et nature des rapports de rente

De manière peut-être un peu scolaire il faut rappeler rapidement comment Marx pense le rapport social de rente foncière.

A. Le rapport social de rente

Au 19^e siècle la rente est ce rapport social de distribution qui rémunère les propriétaires fonciers des conditions "naturelles" de reproduction de la force de travail qu'ils monopolisent. Ces terres en effet fournissent alors aux ouvriers de quoi vivre. Ces derniers en ont été expropriés au moment des "enclosures" (accumulation primitive).

Par "conditions naturelles de reproduction de la force de travail" les économistes classiques du début du 19^e siècle entendent des richesses non produites dont une certaine quantité est nécessaire à la production en général mais dont cette quantité ne varie pas significativement avec la production, à la différence des matières premières (naturelles éventuellement également) et de l'usure des machines. Ce n'est pas non plus la nourriture des ouvriers qui est nécessaire à cette "production" spécifique qu'est la reproduction de leur force de travail et dont la quantité varie évidemment avec le nombre d'ouvriers et employés et toutes les personnes entretenues par leurs familles. C'est plutôt des propriétés indivisibles des moyens de production qui sont fournies "gratuitement" par la nature : fertilité "naturelle" du sol, élasticité de l'air, chaleur du soleil etc. Mais le fait de parler de gratuité ou même de "nature" trahit la nature fétichiste des représentations, fétichisation caractéristique du mot de production capitaliste. Ces rapports sociaux prennent l'apparence de rapports entre les choses "naturelles" et inversement les choses prennent l'allure de personnes, des "allégories" comme dirait Walter Benjamin. Le revenu de la rente rémunère alors le "service" que rendent globalement aux entrepreneurs industriels les propriétaires fonciers en perpétuant cette expropriation originaire (accumulation primitive perpétuellement recommencée).

La planification urbaine au XXI^e siècle

B. La production de la pseudo-marchandise "terre" (Cf. Polanyi)

Le rapport social de production qui n'a pas d'allégorie visible, -- elle devrait être celle du prolétaire --, pour participer au " ballet fantastique" de Mme la Terre (la rente) et de Monsieur le Capital (le capital porteur d'intérêt) n'en est pas moins à la fois rapport de production, rapport d'exploitation et rapport de distribution. Mais comme dans le film de Maxime Gorki, *La Grève*, il est dans les "soutes" pour faire tourner le "manège" où dansent Monsieur le Capital et Madame la Terre.

Mais Polanyi a raison de qualifier la monnaie, la terre et le travail libre comme les trois pseudo-marchandises fondamentales du capitalisme. "Fondamentales", parce que sans elles le capitalisme ne pourrait pas se reproduire. "Pseudo", parce que n'étant pas produites par un travail, elles n'ont pas de valeur. Et néanmoins "marchandises" puisqu'elles entrent dans des transactions marchandes avec des prix.

Ces objets, -- ces pseudo-marchandises donc --, sont néanmoins produits. Mais cette production ne requiert pas du travail humain et une production au sens économique ordinaire du mot. Quelle est alors la nature de cette opération qui n'est pas une production économique ? Ce sont sans doute les concepts popularisés par la psychanalyse qui permettent de comprendre comment une production symbolique diffère d'une production réelle, comment le "travail du rêve" n'est que pour l'économiste un "rêve de travail", -- un "travail imaginaire", une opération cognitive sans dépense d'énergie --, comment un "capital foncier" (capitalisation des revenus d'une propriété foncière), un "capital fictif" (capitalisation des revenus tirés de spéculations sur des titres et des valeurs mobilières, en particulier des valeurs monétaires) ou un "capital humain" (capitalisation fictive des revenus réels procurés par des talents particuliers acquis à la naissance ou par l'éducation) sont des capitaux imaginaires participant à ce que Jacques Derrida appelle la "spectralité" du capital.

Toutes ces productions "symboliques" (de pseudo-marchandises) qui s'affranchissent du "réel" pour ne plus être perçues que dans "l'imaginaire", pour ne plus donner lieu qu'à des "images" de "valeurs réelles", s'effectuent toutes sur le modèle de la création monétaire. C'est "normal" dans la mesure où la monnaie est la matrice fondamentale de nos institutions et la matrice fondamentale de nos représentations dont elles sont les infrastructures matérielles et cognitives.

Quel est donc ce modèle de toute production de pseudo-marchandise et en particulier de la pseudo-marchandise "propriété foncière"? Il ne faut pas oublier qu'en arrière-plan de notre question il faut penser à la généralisation à notre époque de ces "périmètres territoriaux de la propriété revendiquant un revenu monétaire" dans les domaines de plus en plus diversifiés, abstraits et dématérialisés de l'économie cognitive et en particulier Internet.

La matrice de la création monétaire combine deux mécanismes fondamentaux.

Le premier est celui de l'érection de l'étalon monétaire. C'est une opération d'élection-exclusion isomorphe au mécanisme de la victime émissaire si bien décrit par René Girard. C'est la dimension

sacrificielle de la monnaie : la "violence de la monnaie" "sacrifiée" permet de pacifier le corps social par le "doux commerce" vanté par Montesquieu.

Élection-exclusion : une marchandise (au 19e siècle l'or de l'étalon-or) est élu, -- choisi parmi toutes les marchandises réelles possibles --, pour être sacrifié, c'est-à-dire retiré de la circulation pour être thésaurisé (au moins en partie), "stériliser", "gelé", et ainsi devenir le pivot autour duquel gravitent les fluctuations des prix.

Le parallèle avec la propriété foncière est facile à tracer : une partie des terres sort des transactions ordinaires marchandes. Au Moyen Âge elles sortaient sous forme du domaine de la couronne inaliénable. Plus tard elles sortent de la circulation sous forme des forêts domaniales ou des espaces publics retirés de l'utilisation agricole ordinaire au nom de l'intérêt général par l'État-Nation-territorial. Enfin à notre époque c'est le rôle des jachères qui sont effectuées au nom de la PAC. Le prix courant moyen des terrains va alors être piloté par la quantité des "réserves foncières obligatoires" de la "banque centrale foncière" chargée de la régulation des prix des titres fonciers.

Après le mécanisme de l'érection d'un étalon monétaire, le second mécanisme fondamental de la création de la pseudo-marchandise monnaie est celui de la création monétaire courante au sens ordinaire du mot. Le préjugé commun "fétichise" la monnaie au point de croire qu'elle n'est que celle qui est utilisée sous forme de pièces et de billets à cours forcé et qui est émise par la banque centrale. En réalité ce sont les banques commerciales privées qui créent l'essentiel de la monnaie sous forme de monnaie scripturale et désormais de plus en plus souvent sous forme de monnaie électronique. Le mécanisme de la création monétaire par les banques privées est résumé par l'adage bancaire : "Les crédits font les dépôts". Sous-entendu : le crédit qu'une banque commerciale accorde à un particulier ou à une entreprise génère des paiements qui constituent autant de dépôts sur d'autres comptes, éventuellement dans d'autres banques, de telle sorte que globalement la masse monétaire a augmentée du crédit initial. Il faut évidemment qu'il y ait une régulation cybernétique et statistique de cette création monétaire grâce à un feed-back négatif, feed-back assuré par la banque centrale suivant différentes techniques qui n'ont pas lieu d'être détaillées ici.

C'est le génie de Polanyi d'avoir montré que chacune des trois pseudo-marchandises était "créée" et "régulée" sur le modèle de la monnaie. Ce n'est pas le marché qui crée et qui régule cette "production". La politique monétaire relève essentiellement de la politique et non pas de l'économie. La politique foncière relève essentiellement de la politique et non pas de l'économie. Et la politique des salaires relève essentiellement de la politique et non pas de l'économie. Enfin c'est une métapolitique, -- et non pas une économie ou une méta-économie --, qui régule les rapports de ces différentes politiques pures entre elles et en particulier le partage de tous les profits engendrés sur le territoire national par l'économie entre les entrepreneurs d'une part et les différentes catégories de propriétaires fonciers d'autre part et cela dès le début du 19e siècle.

Si bien que pour en revenir à notre XXIe siècle, la "résurrection" des rentiers et la métamorphose qualitative des rapports de rente à l'échelle mondiale, -- métamorphose évidente lorsqu'on pense à la géo stratégie du pétrole --, pose la question de la nature de la nouvelle régulation politique fatalement

La planification urbaine au XXIe siècle

nécessaire pour partager les revenus entre les "anciens" industriels et les "nouveaux" rentiers. Parmi ces "nouveaux rentiers" il convient de compter désormais les propriétaires de ces propriétés foncières d'un nouveau type que constituent les noms de domaines, les champs cognitifs et les champs communicationnels d'Internet au même titre que les champs pétrolifères dans le tiers-monde.

C. Les variations quantitative des rentes différentielles : découplage entre l'espace naturel et l'espace économique

Les économistes classiques méditent moins sur le niveau de la rente absolue, qui a le même niveau sur tout le territoire, que sur les modulations du niveau de la rente en fonction des différences de fertilité naturelle (rente différentielle I) et des différences d'intensité d'incorporation de capital dans les différents terrains (rente différentielle II). Or les problèmes surviennent lorsque les incorporations croissantes de capital par unité de surface bouleversent le classement des parcelles de terrain par fertilité totale croissante.

Autrement dit la carte géographique des rendements à l'hectare constatés n'est pas en correspondance continue et croissante avec celle de la distribution invisible des fertilités potentielles totales qui résultent de la combinaison de manière a priori inconnue et infiniment variable sinon aléatoire du climat et de la fertilité naturelle, elle-même devenue mythique après des dizaines de générations d'exploitants, avec des adjonctions en quantités arbitraires de produits divers (engrais, eau apportée naturellement ou par irrigation etc.) et avec des soins et des techniques spécifiques, dont certaines sont peut-être encore à découvrir.

D'où fatalement la déconnexion entre les deux cartes à deux dimensions, celle qui dessine l'ordre économique visible constaté et celle de l'ordre naturel et invisible. Ce dernier échappe à la représentation "naturelle" de la carte géographique physique sous forme de cadastre.

A fortiori la géométrie bien régulière à deux dimensions des courbes de niveau de même fertilité est "hachée" par les géométries à une dimension des "coupures" (les chemins et les routes, les ruisseaux et les rivières) et "grêlée" de milliers de "trous" (géométries à une dimension" que perforent les puits, les habitations, les arbres les pylônes etc..).

Cette déconnexion entre la structure potentielle profonde invisible et dite "naturelle" et les structures superficielles, -- celle de la superficielle agricole cultivée --, est au principe même du fétichisme de la marchandise qu'elle rend possible dans le domaine agricole. Mais le marché quantifie, grâce aux prix, ces différences de fertilité et, grâce à la technique purement formelle de la capitalisation des revenus futurs de l'exploitation, "construit" dans la représentation sociale (fétichisation) une grandeur quantitative, -- le prix des terrains --, qui "lisse" et "gomme" toutes les aspérités, les variations de rendements qui sont fonction des coordonnées géodésiques et des discontinuités naturelles et artificielles.

D'où une représentation continue et quantifiée du prix des terrains, "aussi irrationnel qu'un logarithme jaune".

La planification urbaine au XXIe siècle

II. Historicisation du temps et de l'espace capitalistes et de la fétichisation des représentations

Cette absence de congruence (homéomorphisme dans la terminologie exacte de la topologie mathématique) entre les deux cartes rend possible la critique du fétichisme comme on l'a fait plus haut.

A. Historicisation du temps

Et je m'appuierai sur la reprise de la théorie du fétichisme par Walter Benjamin pour remettre en question le caractère continu de l'espace et du temps, caractère continu qui est présumé non seulement dans la théorie classique de la rente différentielle mais plus généralement dans la théorie économique de la valeur.

En effet la théorie classique de la valeur transpose dans l'économie politique naissante le vocabulaire et les concepts de la mécanique newtonienne classique : le muscle du prolétaire qui incarne la "force de travail" est comparé à celui de l'animal de trait qui le remplace éventuellement dans les galeries de mines, le cheval. D'où le terme en français de cheval-vapeur.

La "puissance" (énergie par unité de temps) est le produit de la force par la vitesse. Et cette dernière est le rapport de deux grandeurs continues, homogènes et archimédiennes, comme l'espace et le temps de la mécanique galiléenne. Et il ne pouvait même pas venir à l'esprit d'Emmanuel Kant que ces formes a priori de l'espace et du temps puissent avoir des caractéristiques topologiques déterminées, comme s'en aviseront plus tard les physiciens du début du XXe siècle.

Ainsi les catégories de l'espace et du temps doivent être "historicisées" si nous ne voulons pas rester dupes du "fétichisme de la marchandise" et du déploiement de ses ensorcellements jusqu'à son apothéose «trine » dans la formule "trinitaire" du capital sous forme des trois fétichisme complémentaires du salaire, de l'intérêt et de la rente.

Grâce à Walter Benjamin et plus particulièrement grâce à son analyse des "passages" parisiens et de Paris "capital du 19e siècle", j'ai esquissé cette historicisation du temps dans mon exposé de l'an dernier et d'une historicisation de l'espace dans un exposé au congrès Marx IV à l'automne 2005.

B. Historicisation de l'espace politique

Mon esquisse d'historicisation du temps ("générations de tous les temps unisson nous !") montre que des solutions de continuité séparent les générations sous forme d'incertitude radicale et incalculable. D'où, en creux, la "vocation" politique des multitudes à se constituer un "patrimoine de l'humanité" articulant leurs différentes écologies temporelles irréductiblement multiples.

La planification urbaine au XXIe siècle

De même dans mon texte qui s'inspire toujours de Walter Benjamin pour esquisser une historicisation de l'espace, j'utilise le fétichisme de la marchandise pour subvertir le concept "d'économie-monde" emprunté à Fernand Braudel. Les économies-mondes dont les capitales se sont déplacées de l'Italie jusqu'à l'Angleterre en passant par l'Espagne, le Portugal et les Pays-Bas ont abouti à deux types de morphologies spatiales du pouvoir bien distinctes : les "État-nation-territoriaux" sur le continent européen et les "empire-monde-archipel" à l'échelle planétaire.

Sur le continent européen, -- pendant trois siècles --, l'État-Nation-territorial a dominé, domination consacrée dans les relations internationales par le traité de Westphalie de 1648. "L'Hexagone", consacré "Nation française" par Valmy en 1792, est devenu le modèle de la Nation pour toutes les révolutions du 19e siècle et peut être considéré comme le paradigme de cette forme étatique.

L'autre morphologie politique en compétition pour s'emparer du "sceptre du monde", -- celle de "l'empire-monde-archipel" --, ne l'a pas conquis définitivement avant le début du 19e siècle sous la forme de l'Empire britannique, le Commonwealth.

La "guerre froide" affichait une mosaïque d'État-nation-territoriaux. De telle sorte que lorsque l'implosion de l'empire soviétique a disloqué ces marqueteries aussi bien ajustées à l'Est qu'à l'Ouest, des fumées qui retombent sur les décombres a émergé d'une manière qui a stupéfait l'opinion européenne et le monde entier, "l'empire-monde-archipel" américain.

Telle est la "topologie" de notre mondialisation libérale désormais.

On mesure d'ailleurs l'isomorphisme de la topologie de notre écologie temporelle, -- notre histoire selon Walter Benjamin --, et de notre espace international et de notre espace urbain des mégapoles de l'empire-monde-archipel.

Au lieu d'être une catégorie "éternelle", l'espace-temps homogène, isotrope, archimédien de l'économie capitaliste naissante où la mesure de la valeur économique est celle des temps réguliers et continus des horloges, notre temps quotidien est l'enchevêtrement de multiples écologies temporelles éclatées, certaines cycliques et d'autres critiques, voire explosives, et notre espace, également, n'est que la superposition d'espaces hétérogènes entre eux qui se chevauchent, se fracturent mutuellement et s'enchevêtrent de manière inextricable dans un chaos qui se généralise à l'échelle mondiale (concept de "chaosmose" de Félix Guattari).

Ainsi l'économie de l'histoire humaine n'est pas tributaire pour l'éternité de l'espace-temps homogène, continu et isotrope ($R^3 \times R$) de la mécanique newtonienne classique. Cela ne pouvait l'être d'ailleurs puisque l'espace-temps de la physique est lui-même "frappé" d'historicité et que, par exemple, nous nous posons aujourd'hui au XXIe siècle la question de savoir si l'espace-temps de la microphysique n'aurait pas onze dimensions!

Mais en outre le mouvement historique réel nous condamne à "historiciser" les constructions nécessaires à sa pensée dans une espèce d'involution circulaire qui enchevêtre la distance de la réflexivité moderne et l'implication de l'action politique.

La planification urbaine au XXIe siècle

C. Historicisation du fétichisme : la dématérialisation du fétichisme de la marchandise ou le "fétichisme sans fétiche"

Ce "constat" d'isomorphisme entre la topologie de l'espace (la rente) et la topologie du temps (l'histoire) doit nous inviter à faire une lecture "symptomale" : cet isomorphisme doit être interprétés comme l'expression d'une autre historicisation, celle du processus même de mise en forme de nos représentations (notre idéologie), c'est-à-dire la fétichisation elle-même.

Effectivement si nous lisons avec les lunettes du "capitalisme cognitif" les "robinsonnades" de Marx où il nous dévoile la "scène primitive" du "fétichisme de la marchandise et de son secret", nous ne pouvons que nous frotter les yeux d'incrédulité. À notre époque l'économie des services en effet représente près de 70 % du PIB. Nous ne pouvons que considérer comme très naïf et très grossier le théâtre d'ombres où Marx prétend représenter "notre économie de marché" : on y voit un échange marchand sous la forme de la permutation physique de deux choses bien trop visibles et bien trop tangibles, puisqu'elles changent de mains dans l'échange. S'il n'y a pas de choses à voir en vis-à-vis, comme c'est le cas dans les services, alors sa valeur d'échange ne peut pas être naïvement vue comme une propriété intrinsèque de la matière de la chose. Le "fétichisme de la marchandise" ne dépérit-il donc pas avec la dématérialisation des marchandises dans les services ?

Or de fait on constate que les phénomènes décrits par Walter Benjamin avec le capitalisme naissant et la ville du 19e siècle n'ont fait que s'exacerber, de sorte que l'inflation publicitaire, la "société du spectacle" et la débauche de nos addictions etc. peuvent être décrites comme un "fétichisme généralisé sans fétiche".

Le problème devient alors d'expliquer la "dématérialisation" des fétiches.

La solution consiste à historiciser le processus de fétichisation et à mettre en perspective (temporelle) historique la dialectique des fétichismes qui fait passer des fétichismes de base (fétichisme de la marchandise, fétichisme de l'argent, fétichisme du salaire en tant que rapport de production) aux fétichismes les plus perfectionnés et les plus développés (fétichisme du salaire en tant que rapport de distribution, fétichisme du capital d'intérêt, fétichisme de la rente).

On peut se contenter d'ailleurs d'un seul pas, le premier, qui va de la marchandise à l'argent. Dès son premier perfectionnement en effet, l'argent, en tant que marchandise universelle, apparaît doué de la propriété d'interconnecter les échangistes et de leur faire échanger leurs services. Et comme le remarque Walter Benjamin, à la suite de Georges Simmel, et en "corrigeant" ce dernier, *la prostitution* devient le modèle par excellence de l'échange de services à la personne contre argent. Le prestataire de services pour avoir de l'argent "paye de sa personne" ; c'est son "nom propre", sa "signature", sa "marque" qui lui paraît "naturellement" dotée par "miracle" d'une valeur intrinsèque consubstantiellement liée à sa nature. L'historicisation du fétichisme aboutit ainsi à la dématérialisation du voile lui-même.

Dans la psychanalyse classique l'objet fétiche en effet est un voile opaque qui dissimule le gouffre vertigineux de l'absence de sexe de la mère et qui de ce fait en devient le substitut, le "supplément".

La planification urbaine au XXIe siècle

Le passage de la circulation capitaliste médiatisée par des marchandises matérielles (A-M-A') au "décollage" capitaliste purement financier (A-A') passe à la trappe la médiation matérialisée (M). Dans le monde des phénomènes Ego SA devient son propre capitaliste et son propre exploitateur : il y court-circuite sa propre matérialité, son propre corps. (Or "nul ne sait ce que peut vraiment le corps").

III. La dématérialisation de la production politique de l'espace

Cette historicisation du fétichisme nous permet de comprendre le caractère paradoxal de la conjoncture historique que nous vivons : la dématérialisation de la mondialisation, soit, en forme d'oxymore, la déterritorialisation de la Terre !.

Ce qui se passe sur la "toile" révèle peut-être une étape de plus dans ce fétichisme sans fétiche : lorsqu'on "clique" dans une liste de résultat d'un moteur de recherche, -- à notre insu --, de manière invisible, notre choix fait monter la côte de ses annonceurs publicitaires et donc le prix de l'emplacement qu'ils louent sur la toile, comme ils pourraient louer un terrain ou un emplacement physique (panneau d'affichage, enseigne lumineuse en haut des immeubles, etc.). Bref nos clic de souris font augmenter à notre insu le prix des emplacements et du "terrain" sur Internet. Ce prix de "terrain virtuel", un domaine dont la plasticité se déforme, s'étend ou se contracte de manière aveugle et fluide selon les engouements des différents internautes est encore plus irrationnel qu'un "logarithme jaune". Ainsi s'accroît la rente foncière "immatérielle", -- "la rente foncière cognitive" --, c'est-à-dire le revenu de ceux qui ont confisqué à titre privé l'équivalent d'une banque centrale qui thésaurise les informations de base et les programmes qui sont aux fondements de la productivité des "émissions informationnelles" du moteur de recherche comme les réserves d'or d'une banque centrale 19e siècle pouvaient être la garantie de la légitimité des créations monétaires privées par les banques commerciales ordinaires. Toutes ces enchères sont évidemment automatiques. Les enchères se font automatiquement "dans notre dos", d'ordinateurs à ordinateur. Sur notre écran par contre tout est gratuit. Ou plutôt tout est inclus (apparemment) dans un abonnement, un forfait. L'écran blanc, -- la feuille blanche de l'absence de fétiche --, a, apparemment, la propriété naturelle et intrinsèque de délivrer gratuitement des informations : fétichisme sans fétiche, fétichisme de l'écran vierge de tout objet représenté sans fétiche autre que virtuel et invisible.

C'est comme si chacun tendait à lui-même un miroir lui renvoyant sa propre image dotée d'une encyclopédie infinie : les autres sont là mais invisibles.

C'est la "main invisible du marché" sans main qui puisse prendre quelque marchandise matérielle.

Il nous reste maintenant à opérer le "retour" vers d'autres questions fondamentales : comment cette déterritorialisation de la Terre bouleverse-t-elle l'urbanisme de nos mégapoles.

A. Dématérialisation des rentes foncières généralisées

La planification urbaine au XXIe siècle

L'économie d'Internet, -- comme l'économie agricole au 19e siècle --, vient recouvrir toutes ces "fractures" de l'espace à deux dimensions par des espaces à une dimension (les barrières à l'entrée, les "cens cachés", toutes les barrières visibles ou invisibles qui servent à multiplier les exclusions et les ségrégations dans les cités, les racismes, les sectarismes, les chauvinismes, les banlieues, les ghettos, les no man's land etc.) voire à zéro dimension (les trous de l'espace social, comme les prisons, les hôpitaux psychiatriques, les cités etc.) d'un voile apparemment parfaitement égalitaire et opaque : à l'heure du P2P tous les individus sont formellement égaux sur l'Internet. Quiconque peut, en théorie, envoyer un courrier électronique à l'homme le plus riche de la Terre.

Mais pourquoi pas avec le courrier ordinaire ? Cela paraît absurde. Pourquoi serait-il plus absurde avec la poste qu'avec Internet ? C'est le fétichisme sans fétiche visible Internet : c'est en théorie instantané et apparemment sans barrière à l'entrée. Comme on se dit que ce ne peut pas être possible (l'homme le plus riche malgré sa richesse serait complètement saturé et ne pourrait pas répondre à tous les messages individuellement etc.), c'est qu'il y a des barrières à l'entrée cachées, des "cens" cachés, des péages, des filtres, des guichets, des secrétaires, des "nègres" qui écrivent des réponses soi-disant personnalisés etc.. On démasque ainsi le caractère invisible, -- fétichisme sans fétiche visible --, des discontinuités fondamentales qui instituent les "barrières de classe". Et comme les "îles" et les cercles d'appartenance et de diffusion d'Internet se forment apparemment par agrégations volontaires spontanées, on en vient à subodorer qu'il existe bien un "archipel" de communautés sur le net, mais que ses îles ne figurent sur aucune carte, parce que personne sur le net n'est en position de panoptikon, autrement dit d'avoir une vision panoramique et suffisamment exhaustive et nette du paysage pour y distinguer les différents mondes qui y vivent et s'ignorent, comme les communautés ethniques dans les mégapoles.

Mais ces communautés se font et se défont de telle sorte que leurs contours, à supposer qu'ils puissent se stabiliser spontanément --, sont sans cesse mouvants. Surtout ils ne sont pas en correspondance simple avec l'espace géographique de leurs résidences matérielles. Ils peuvent être transfrontières, internationaux voire mondiaux et néanmoins ne regrouper qu'une infime partie non seulement de la population mondiale mais même du sous-ensemble (du bon côté de la barrière de la fracture numérique) de la population des internautes.

Autrement dit nous avons le rapport complexe d'une mégapole archipel inscrite naturellement dans l'espace géographique et d'une "toile réseaux" déchiquetée en tous sens par des solutions de continuité, des effets de bord, des dénivelées etc... Sur ces derniers se greffent ou s'étayent des rentes différentielles, ponctuelles, linéaires ou aréolaires, sans compter les autres modes de confiscation de l'espace. Sur les réseaux de la toile il y a aussi des effets d'éviction, de communautarisme, de "monnayage", de signature, de "vente en ligne de EGO SA" (blogs, sites personnels etc.). Et donc tout un système de "rentes de monopole". Et pourtant les deux espaces ne se superposent pas sur une carte géographique physique commune et visible.

Mais en même temps tout ne peut pas basculer sur Internet ou sur une économie totalement de services. Les internautes continuent à avoir des corps qu'il faut nourrir habiller et abriter et déplacer avec des objets matériels.

La planification urbaine au XXIe siècle

La nouvelle réalité est donc hybride : d'un côté des fétichismes sans fétiche visible qui côtoient des fétichismes avec fétiche, un empire-monde-archipel qui intègre dans sa hiérarchie planétaire les bons vieux État-Nation-territoriaux pour les préparer à une police mondiale démultipliée non seulement à l'intérieur de leurs territoires nationaux respectifs mais également dans les "intervalles", les no man's land, hors État de droit qui se multiplient en nombre et en types différents et donnent à la surface terrestre cette allure d'enchevêtrement qui défie toute vision panoramique exhaustive.

B. Nouvelles formes de la fétichisation et métamorphoses de la planification urbaine

La propriété privée foncière n'est pas régulée de la même manière dans les deux types de déploiement spatial des structures étatiques que nous avons sommairement évoquées dans la partie relative à l'historicisation des catégories d'espace.

1. Dans l'État-nation-territorial occidental européen le droit de propriété, surtout en France après la vente des "biens nationaux" pendant la Révolution française, est sacré. L'expropriation pour cause d'utilité publique et l'indemnisation éventuelle attachée sont strictement réglementées. En cas de construction de routes ou de voies de chemin de fer qui introduisent des coupures linéaires dans le tissu continu de la propriété privée du sol, s'instaure une procédure qui épouse le *formalisme* judiciaire du débat public contradictoire, -- l'enquête d'utilité publique --, pour éviter le plus possible des procès judiciaires *réels* entre les propriétaires expropriés et le constructeur d'une certaine forme d'espace public.

Pendant tout le 19^e siècle cette procédure d'expropriation et d'indemnisation sera délibérément utilisée par les spéculateurs de la Monarchie de juillet ou du Second empire, -- le baron Haussmann tout particulièrement ("Les comptes fantastiques d'Haussmann") --, en particulier pour susciter des spéculations immobilières fabuleusement profitables.

2. Mais à notre époque où "l'empire-monde-archipel" se subordonne et intègre les "État-nation-territoriaux", il faut inscrire dans l'espace foncier ces "intervalles", ces no man's land où se croisent les gens des "foules solitaires" dans les malls ou les supermarchés, les aéroports, les gares, les grands rassemblements précaires et nomades pour les raves parties etc., tous ces lieux "entre", lieux si bien décrits par Marc Augé.

Les parties, du côté des usagers et les propriétaires lésés par l'expropriation envisagée, les bruits des aéroports et les servitudes qui se multiplient. L'intérêt général lui aussi se fissure et se disloque. D'un côté les autorités publiques sont des entrepreneurs pour édifier les différents espaces publics ; mais de l'autre elles sont censées être des protectrices, protectrices de la nature, protectrices des habitants, protectrices des patrimoines culturels et naturels etc. ..

La planification de l'espace ne peut plus se contenter d'un formalisme judiciaire avec deux parties et deux parties seulement, parties dont les intérêts soient clairement identifiés et formellement diamétralement opposés.

La planification urbaine au XXI^e siècle

Avec la multiplication des corps intermédiaires, qui formalisent et véhiculent différents intérêts, se complexifie l'espace public des délibérations qui gouvernent la "planification urbaine" et "l'aménagement du territoire", l'organisation plus ou moins autoritaire et plus ou moins démocratique de l'espace urbain ou des schémas directeurs d'organisation des espaces régionaux.

Ainsi en France, d'abord dans le domaine de l'environnement, puis de manière plus générale pour tous les grands problèmes de conflit d'usage du territoire, on a créé en 1995 une Commission nationale du débat public (CNDP) que la loi de février 2000, la loi "démocratie de proximité" --, a rendu autonome en même temps qu'elle réformait profondément l'enquête d'utilité publique.

Simultanément (à quelques années près qui sont rien du tout par rapport à une perspective séculaire) la convention d'Aarhus, était adoptée au Danemark en 1998 dans le cadre de la Commission économique pour l'Europe des Nations unies et ratifiée par la France en 2000. Elle vient d'être transposée en droit interne français par deux lois en octobre 2005. Elle donne au citoyen trois droits fondamentaux qui bousculent notre tradition jacobine de secret d'État, de despotisme éclairé de la technocratie et d'irresponsabilité de l'État :

- le droit *d'accéder* aux informations sur l'environnement qui les concernent, mais également
- le droit de *participer* aux décisions des politiques publiques et enfin
- le droit d'aller en *justice* si les deux premiers droits n'étaient pas respectés par les pouvoirs publics.

Ainsi on assiste à un bouleversement de cet espace public particulier qui se trouve être celui de la délibération nécessaire à la gouvernance de l'espace urbain.

Habermas s'est inspiré des cafés parisiens du Siècle des Lumières pour caractériser l'espace public moderne. Walter Benjamin montre comment au 19e siècle, l'affiche, la vitrine, les passages, les maisons de jeu et les maisons closes remodelent l'espace public de communication dans Paris "capitale 19e siècle". Nous sommes sans doute les contemporains d'une nouvelle mutation dont le résultat final n'apparaît pas encore très clairement : la nouvelle planification de l'espace urbain et de l'espace foncier qui semble émerger multiplie et combine les réunions physiques dans des lieux spécialisés avec des enquêtes par sondage et des échanges médiatisés par les médias traditionnels (presse locale, radio locale, télévision régionale etc.) ou modernes (Internet etc.).

À l'échelle internationale ou mondiale aussi, au modèle formalisé du *gouvernement* (command and control, commande unilatérale) incarné historiquement par l'État-nation-territorial se substitue le modèle moins formalisé de la *gouvernance* multilatérale par "échanges des bonnes pratiques", par publication de palmarès, par évaluation par les pairs etc.. Pourtant la coopération multilatérale ne connaît pas que des progrès. Toutefois son formalisme s'impose pour la gestion des biens publics transfrontières (Rhin, Danube, Rhône, mer Baltique, mer Méditerranée, mer Caspienne, etc.) comme les grands fleuves, les mers et les lacs fermés, les transports aériens internationaux, transports maritimes internationaux, voies ferrées internationales etc. etc..

La planification urbaine au XXIe siècle

C. Comment vont s'articuler les rentes matérielles et les rentes virtuelles?

Cette prolifération des modes d'organisation de l'espace sans liens évidents entre eux peut apparaître comme complètement irrationnelle et anarchique.

Au XVIIIe et au 19e siècle, au sein de l'État-nation territorial, le partage des profits entre propriétaires fonciers et industriels, relevait de rapports de forces politiques au sein d'une alliance elle-même politique.

Les actionnaires du XXIe siècle sont aveuglés par le fétichisme lorsqu'ils déclarent en public qu'on peut "créer de la valeur sans usine". Il faut qu'il y ait des forces de rappel vers la réalité.

D'autre part jamais le marché n'a été auto régulateur pour planifier la production hors marché des trois pseudo-marchandises qui lui sont à la fois essentielles et extérieures : la monnaie, la terre et le travail libre. Ce sont les trois piliers sans lesquels tout l'édifice capitaliste s'effondrerait mais qu'il est incapable de mettre en place et d'entretenir sans le recours à l'Etat-nation-territorial.

En ce qui concerne plus particulièrement la terre, la procédure de l'enquête publique, ou celle plus générale du débat public, montre comment la délibération vient combler les "défaillances" (en anglais, dans la lingua franca des économistes : "failures") du marché. Même dans son acception minimale libérale l'État est nécessaire au marché sous la forme du commissaire-priseur, commissaire qui assure la police des marchés, commissaire qui conduit l'enquête publique pour réguler les différents types de propriété.

Or la définition des titres de propriété individuels est remise en question par les bouleversements des différents types d'espace public. A une extrémité, l'espace géographique public matériel, concret et naïf du plus proche, celui du voisinage, celui de la rue, des places et des cafés, au plus éloigné, celui des transports physiques à courte distance (marche à pied, bicyclette, transports en commun, automobile etc.) ou celui des transports physiques à grande distance (chemin de fer, avion, bateau etc.). À l'autre extrémité l'espace invisible et abstrait des "transports immatériels" des communications langagières symbolisé par son avant-garde technologique : Internet, communications langagières que les médiations de la communication se fassent par des communications téléphoniques, hertziennes, infrarouges ou par Internet.

On retrouve dans ces deux espaces "géographiques" le problème inaugural des économistes classiques : la déconnexion entre l'ordre invisible des formes de fécondité différentielle des communications sociales pour la production matérielle des richesses et de l'autre côté l'ordre quasiment tangible des voisinages physiques et des appartenances identitaires.

Dans l'espace géographique physique on ne sait pas distribuer "au mieux" du bien-être social dans les différents espaces privés et publics autrement qu'en faisant le pari qu'une délibération collective aboutissent à un résultat accepté collectivement. Mais il faut renoncer à toute optimisation, à tout calcul, voire à tout progrès.

La planification urbaine au XXIe siècle

Dans l'espace virtuel de la toile on ne sait pas représenter les intra consommations communicationnelles qui se stabilisent et dont les différences de "productivité" justifieraient une redistribution monétaire dans le cadre des concepts de l'économie classique.

Techniquement s'instaure un "commissaire-priseur" des ventes aux enchères des informations sur la toile sous forme d'un système (secret) d'ordinateurs connectés en réseau qui régule le "village" mondial et qui joue vis-à-vis des échanges communicationnelle à l'échelle de la planète le même rôle qu'une banque centrale vis-à-vis des échanges sur les différents marchés dans les différentes monnaies dans les différents pays du monde.

Mais beaucoup de graves questions restent ouvertes. Il faut redéfinir d'abord les droits de propriétés individuels sur les informations (droit d'auteur, brevetabilité, etc.) et leur rapport avec le droit d'accès des citoyens aux informations qui les concernent. Il faut poser le problème de la constitution d'une déontologie, d'une justice pour trancher les contentieux et d'une police pour en exécuter les arrêts. Il faut également placer cette justice et cette police dans une "constitution" de l'empire-monde-archipel et habiliter une police sur les no man's land entre les îles de l'archipel.

Mais de fait les modèles traditionnels offerts par l'État-Nation-territorial démontrent leur inadéquation et leur dépérissement. De fait se substituent à eux des bricolages sociaux et des tâtonnements comme, par exemple, les fameux budgets participatifs de Porto Alegre, qui montre comment des "forum hybrides" se mettent en place pour opérer une planification urbaine délibérative et décentralisée.

Conclusion

Notre question initiale avec celle de la "résurrection", intuitivement évidente, des rentiers dont on pensait qu'ils avaient été engloutis par la guerre de 14-18, est de savoir si ce retour s'accompagne d'une métamorphose des rapports qualitatifs susceptibles d'expliquer l'évident bouleversement de l'urbanisme des mégapoles modernes.

Pour répondre à cette question j'ai d'abord rappelé la conception marxienne de la rente foncière et de la propriété foncière. La rente foncière est ce rapport social de distribution qui empêche les prolétaires d'échapper au marché du travail en acquérant le lopin de terre qui leur permettrait d'auto-subsister. La "Terre" est l'allégorie de ces conditions "naturelles". Walter Benjamin en particulier s'est servi de ces concepts et de ces allégories pour montrer comment cette matrice imprimait non seulement les représentations des parisiens du 19e siècle mais également la vie des "passages" de Paris, capitale du 19e siècle. Il s'agit dans le langage de Polanyi, langage qui prolonge celui de Marx, d'une pseudo-marchandise qui n'est pas secrétée par le marché. Sa "production" n'est pas un processus économique mais c'est un processus politique : le "monopole de la violence légitime" que détient l'État-Nation-territorial est utilisé non seulement lors de la première expropriation, -- les enclosures --, mais également en permanence pour perpétuer cette exclusion.

La planification urbaine au XXIe siècle

Les modulations des prix des terrains s'expliquent dans le cadre de la théorie classique de la valeur par la "déconnexion" de la carte des rendements agricoles et de la carte des coûts de transport pour alimenter les centres de consommation.

Ce découplage est à l'origine de la "greffe" du fétichisme de la marchandise sur la "nature". Ainsi le fétichisme de la marchandise qui fait de la valeur une caractéristique intrinsèque, -- substantielle, essentielle --, de la chose ajoute à cette substantialisation une "naturalisation" : le mot nature, en français en tout cas, prend ainsi la double signification de renvoyer d'une part à l'essence qui se manifeste dans le phénomène et d'autre part au fait que cette manifestation prend le vêtement d'une chose naturelle. La nature vierge de toute intervention humaine devient ainsi le vêtement mystificateur universel des marchandises.

Les bouleversements réels de l'économie et en particulier leur apothéose dans la mondialisation libérale, conduisent à historiciser les catégories de la représentation, les schèmes a priori d'espace et de temps, et le mécanisme de la fétichisation elle-même.

En m'inspirant de la "défétichisation" de l'histoire opérée par Walter Benjamin à la suite d'un Marx débarrassé de sa gangue idéologique positiviste, je suis conduit à rompre avec une conception du temps qui en fait le paramètre continu d'un progrès continu et infini de la vision positiviste optimiste de l'histoire. Au contraire le temps s'avère un enchevêtrement inextricable de cycles de multiples périodes, de ruptures, de révolutions, de répétitions et de bégaiements.

Projeté du macrocosme sur le microcosme, cette temporalité éclaire l'éclatement du travail en de multiples activités, dont certaines sont des travaux de production non marchande, d'autres sont des enrichissements en dehors de toute production matérielle (des liens plutôt que des biens) et d'autres enfin, sur le modèle de la création des pseudo-marchandises monétaires, sont des opérations de création de réalités symboliques qui n'ont de consistance que dans l'imagination des êtres humains et en conséquence n'ont pas de valeur économique : cela donne l'éclatement de la temporalité de la mono activité professionnelle fordiste qui se disperse en une multitude de temporalités éclatées que le marché ou même l'État-providence de l'État-Nation-territorial est incapable de coordonner et d'intégrer territorialement. D'où l'accouchement par la société civile et l'émergence tâtonnante d'une planification délibérative et décentralisée des écologies temporelles, des "bureaux des temps".

Mais la morphologie de la régulation politique elle-même se transforme. On peut résumer à grands traits cette métamorphose en disant qu'on passe d'un État-Nation-territorial à un Empire-monde-archipel.

Au lieu que ce soit le temps qui se creuse de lacunes, de singularités, c'est l'espace qui se fissure et se fractionne de toutes parts pour laisser apparaître et se multiplier des intervalles, des no man's land, des espaces de non-droit dans les espaces ouverts qui séparent les îles de l'Empire-monde-archipel. En retournant vers le "microcosme des mégapoles", l'espace devient pluriel et se fractionne de toutes parts. D'où une déconnexion croissante entre les multiples espaces propres aux différentes activités qui dépossèdent le travail de son monopole sur l'énergie humaine, déconnexion généralisée qui multiplie les effets d'aubaine différentiels des économies interstitielles et généralise qualitativement les formes et les phénomènes de rentes.

La planification urbaine au XXIe siècle

Enfin la mise en perspective historique du fétichisme met en parallèle le perfectionnement du fétichisme de la marchandise en fétichisme de l'argent et le déplacement historique de l'accent dominant depuis la marchandise vers l'argent.

Dès lors l'échange direct du temps travail contre argent approfondit l'aliénation et la réification des individus sur qui règne de plus en plus oppressant et universel à l'échelle mondiale un fétichisme généralisé sans fétiche visible.

Certes il reste toujours des villes et des proximités géographiques. Mais désormais il existe d'autres "village" virtuels, d'autres communautés sans que les évolutions respectives de ces "agrégations" et de leurs rapports respectifs paraissent évidentes.

Mais comme le caractère *politique* demeure de la production de ces pseudo-marchandises que constituent ces différents espaces, espaces géographiques, espaces publicitaires, espaces publics de communication sur la toile etc., nous voyons sous nos yeux se métamorphoser les techniques de "planification urbaine", sans qu'on puisse caractériser ces transformations autrement que de manière très générale le passage d'une planification d'ingénieurs (la planification technocratique du command and control) à une "planification délibérative décentralisée" (Convention d'Aarhus, Commission nationale du débat public).

La réforme de février 2000 des enquêtes d'utilité publique (loi "démocratie de proximité") témoigne ainsi des intenses remaniements des différents régimes de propriété sans que le sens ultime de toutes ces évolutions en cours soit prévisible.

Bernard GUIBERT